

**CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE
L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET « QUARTIER
DE GARE »**

ENTRE LES SOUSSIGNES,

La **Commune de Grasse**, identifiée sous le numéro SIREN N° 210 600 698 000 18, dont le siège est sis Place du Petit Puy – B.P. 12031 - 06131 GRASSE Cedex, représentée par Madame Valerie COPIN, Adjointe au Maire de Grasse, agissant au nom et pour le compte de la commune en vertu d'une délibération du Conseil Municipal n°2017-..... en date du

Dénommée ci-après « **La Commune de Grasse** »

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, identifiée sous le numéro SIRET 200 039 857 000 12, dont le siège se trouve 57 avenue Pierre Sépard 06131 GRASSE cedex et représentée par son Président en exercice, Monsieur Jérôme VIAUD, agissant au nom et pour le compte de la dite Communauté d'agglomération, habilitée à signer les présentes par la délibération n°..... en date du visée en sous-préfecture de Grasse le

Dénommée ci-après « **CAPG** »

D'autre part,

PREAMBULE

L'assemblée régionale de PACA a adopté en avril 2015 un dispositif intitulé « Quartier de gare » (délibération n°15-269 du 24 avril 2015), ayant pour objectif de créer les conditions nécessaires à une interdépendance vertueuse entre un Pôle d'Echange Multimodal (PEM) et son environnement urbain. Ce dispositif doit ainsi contribuer à une utilisation accrue des transports collectifs, en organisant l'interface entre le PEM, les zones d'emplois, de résidence et de services et en développant la mixité fonctionnelle et sociale à proximité des gares.

Dans le cadre de ce dispositif, la Région PACA a engagé un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI "quartier de gare") pour conduire une expérimentation de ce dispositif sur 6 sites pilotes. Ces premières études permettront de poser les bases de la réflexion de la Région avant de déployer le dispositif à l'échelle régionale, en fonction de modalités opérationnelles (techniques et financières) que l'expérimentation permettra de définir.

Un dossier de candidature conjointe CAPG/Commune de Grasse a été soumis à la Région le 25 septembre 2015.

Par Courrier en date du 20 septembre 2016 du Président du Conseil Régional PACA, la candidature conjointe de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et de la Commune de Grasse a été retenue par la région PACA pour cet Appel à Manifestation d'Intérêt parmi les 6 sites pilotes.

L'appel à manifestation d'intérêt prévoit un lancement des études pré-opérationnelles sur chacun des sites dans le courant de l'année 2017. L'objectif de ces études est d'aboutir à la définition de projets d'aménagement urbain partagés permettant d'améliorer l'attractivité des Pôles d'Echanges Multimodaux et de leur environnement immédiat et de déterminer les modalités de leur mise en œuvre. Ces études seront pilotées par la collectivité (couple commune/EPCI) en partenariat étroit avec la Région.

IL EST CONVENU ET ARRETÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} - OBJET

La présente convention a pour objet de décrire les conditions et les modalités de collaboration entre les parties, dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage assurée par la CAPG, pour mener une étude pré-opérationnelle de requalification du quartier de la gare à Grasse et portant sur des enjeux liés à la mobilité autour du pôle intermodal et l'attractivité du pôle Gare.

Cette étude consistera à :

- Analyser les dysfonctionnements et le potentiel de restructuration urbaine sur le périmètre du quartier de la Gare de Grasse,

- Proposer un projet à visée pré-opérationnelle de requalification du quartier en cohérence avec les objectifs de renforcement de la centralité de ce quartier et des enjeux de mobilités,
- Prendre en compte les projets en cours et à venir pouvant avoir un impact sur le quartier.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1 Engagements pris par la Commune de Grasse

Afin de soutenir la CAPG dans la réalisation de l'étude mentionnée ci-dessus, la Commune de Grasse s'engage à lui verser une contribution financière à hauteur de 15% du coût global de l'étude sans que la participation ne puisse excéder 15 000 € (quinze mille euros) soit 15% du montant global estimé de l'étude (100.000€).

Si toutefois, suite à la procédure de consultation, le montant de l'étude était inférieur au montant prévisionnel, la contribution de la Commune de Grasse sera proportionnelle au montant réel acquitté par la CAPG.

La Commune de Grasse pourra diffuser une présentation du partenariat, objet de la présente Convention et différentes actualités relatives au projet sur ses différents supports de communication internes et externes.

Il est précisé, de convention expresse, que la responsabilité de la Commune de Grasse est limitée au soutien apporté à la CAPG dans les conditions définies au présent article. La CAPG conserve en conséquence l'entière responsabilité de la mise en œuvre de l'étude ainsi que, dans cette perspective, de la relation entretenue avec tout fournisseur, partenaire ou tout autre tiers intervenant dans ce cadre.

2.2 Engagements pris par la CAPG

La CAPG s'engage à associer systématiquement la Commune de Grasse à l'ensemble des réunions, comités techniques et comité de pilotage pour assurer le suivi et la mise en œuvre de l'étude pré-opérationnelle y compris au moment de la définition de la mission d'étude. Elle s'engage à transmettre à la commune l'intégralité des documents produits par le prestataire dans le cadre de l'étude.

La CAPG s'engage à fournir à la Commune de Grasse un état des factures payées au titre du marché de prestations intellectuelles pour la réalisation de l'étude.

La CAPG s'engage à faire état du soutien de la Commune de Grasse dans toutes publications ou sur tout support de communication, ou au cours de colloques, réunions, séminaires, en relation avec le projet.

ARTICLE 3 - MODALITES FINANCIERES

Le titre de recette sera émis au moment du paiement par la CAPG du solde du marché et sur présentation du décompte définitif des factures acquittées pour la réalisation de l'étude pré-opérationnelle. Cette somme sera versée par virement bancaire.

ARTICLE 4 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'avenants et seront joints à la présente avec accord des parties signataires.

ARTICLE 5 - PRISE D'EFFET

La présente convention prendra effet à compter de la signature par les deux parties.

La présente convention est conclue pour la durée nécessaire à la réalisation de l'étude pré-opérationnelle estimée à 10 mois.

Toutefois, dans l'hypothèse où, pour quelque cause ou motif que ce soit, le projet n'aurait pu aboutir à cette date, la présente convention pourra, d'un commun accord entre les parties, être prorogée par voie d'avenant, dans les conditions ci-après définies à l'article 6.2.

ARTICLE 6 – RESILIATION – REVISION

6.1 Résiliation pour faute

En cas de faute, à savoir dans le cas où l'une des parties ne respecterait pas les engagements qu'elle a pris dans le cadre de la présente convention, l'autre partie pourra résilier de manière unilatérale la convention, après mise en demeure restée infructueuse. A l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la réception par la partie défaillante de la mise en demeure restée infructueuse, il sera procédé à une notification de la résiliation par courrier adressé en recommandé avec accusé de réception qui mettra immédiatement fin aux obligations de chaque partie.

6.2 Révision

La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des parties.

ARTICLE 7 - LITIGE

Le présent contrat est régi par la loi française.

En cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution et/ou la résiliation de la présente, les parties s'engagent à rechercher en priorité un règlement à l'amiable. A défaut, le différend sera porté devant le Tribunal compétent.

ARTICLE 8 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'application de la présente convention, les parties déclarent faire élection de domicile en leur adresse respective, tel qu'indiquée en page 1 de la présente convention.

Fait à GRASSE, en double exemplaire, le

Pour la CAPG
Le Président,

Pour la Commune de Grasse
Adjointe au Maire de Grasse,

Jérôme VIAUD
Maire de Grasse,
Vice-président du Conseil
départemental des Alpes-Maritimes

Madame Valérie COPIN